

Madame, Monsieur,

Vous avez interpellé Jean-Luc Mélenchon sur le sujet des mineurs étrangers en danger dans notre pays. Sachez que c'est avec la plus grande attention que nous suivons la question des mineurs non accompagnés, et celle de l'accueil des exilés, migrants, et réfugiés. Vous trouverez ci-dessous nos propositions sur ce sujet, issues du programme de la France insoumise, *L'Avenir en commun*.

Notre programme apporte à ces questions une attention particulière, l'écosocialisme étant à notre sens, une géopolitique de paix, de solidarité, et d'accueil. Nous proposons de lutter contre les causes des migrations, dans le même temps que l'on organise l'accueil digne des populations qui arrivent, contraintes par la situation invivable dans leur pays.

Nous voulons dans un premier temps éviter aux migrants de devoir fuir leur pays :

- Arrêter les guerres par une diplomatie active et indépendante au service de la paix
- Mettre fin aux accords commerciaux inégaux qui déstabilisent des pays entiers, détruisent les agricultures locales et empêchent le co-développement
- Agir contre le dérèglement climatique par des transferts de technologies et l'aide financière et matérielle à la transition dans les pays les plus vulnérables

Il nous faut, en Europe, sortir de l'impasse de Schengen et de Frontex :

- Renforcer les moyens civils de sauvetage en mer Méditerranée pour éviter les milliers de noyés
- Refonder la politique européenne de contrôle des frontières extérieures et refuser la militarisation de la politique de contrôle des flux migratoires
- Refuser l'accord «Visa+adhésion contre migrants» avec la Turquie
- Construire un programme pour l'aide au retour des réfugiés qui le souhaitent lorsque la situation de leur pays de départ le permet

Nous devons assumer notre devoir d'humanité envers les réfugiés arrivant en Europe :

- Respecter la dignité humaine des migrants, leur droit fondamental à une vie de famille et accompagner les mineurs isolés
- En finir avec le placement en centre de rétention d'enfants, même accompagnés de leurs parents

- Construire des camps d'accueil aux normes internationales sur le modèle de celui de Grande-Synthe, pour proposer aux migrants des conditions dignes et des centres d'accueil des demandeurs d'asile pour les héberger le temps de l'analyse de leur demande d'asile
- Réaffirmer et faire vivre le droit d'asile sur le territoire de la République, accueillir les réfugiés qui en relèvent grâce à une administration adaptée à cette mission.

La France accueille sur son sol environ 8 000 jeunes étrangers isolés (enfants de moins de 18 ans hors de leur pays d'origine et séparés de leurs parents ou répondants légaux). Ces derniers ont le droit, au sein de l'UE, d'exercer leurs droits fondamentaux, notamment ceux promus par la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE), adoptée par l'ONU le 20 novembre 1989.

En France, leur accueil et leur protection relèvent de la compétence des départements et, en conséquence, les conditions et procédures d'accès aux services de protection diffèrent considérablement d'un département à un autre. Ainsi, seulement un jeune sur deux est pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance et peut ainsi poursuivre une scolarité, apprendre un métier et bénéficier d'un hébergement.

Les jeunes isolés étrangers doivent bénéficier comme tous les enfants des droits fondamentaux : scolarisation, hébergement, protection sociale, etc. Nous proposons donc de :

- Supprimer la méthode des tests osseux pour déterminer l'âge des jeunes isolés étrangers ;
- Augmenter le nombre de classes et les moyens alloués pour les enfants nouvellement arrivés en France ;
- Prendre en charge, via l'Aide sociale à l'enfance, les lycéens isolés étrangers jusqu'à 21 ans, par la délivrance de contrats jeunes majeurs (CJM)

Vous souhaitant bonne réception de ce courrier, je vous invite également à retrouver l'ensemble du programme de la France insoumise, *L'avenir en commun*, en librairie ou à l'adresse suivante : <https://avenirencommun.fr/>.

Charlotte Girard

Co-responsable du programme de la France Insoumise